

PV No 7 de la séance du Conseil Communal du mercredi 8 mars 2017.

Présidence : M. Alain JOUFFREY, Président.

Ordre du jour :

1. Appel.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Assermentation d'un nouveau conseiller, M. Matthias JACQUEMAI.
4. Adoption du PV de la séance du 1^{er} février 2017.
5. Communications du Bureau.
6. Communications de la Municipalité.
7. Rapports sur le préavis n° 01/02.2017 – demande d'un crédit de Fr. 184'700.- pour financer le remplacement de la conduite d'eau potable En Senaugin.
8. Préavis n° 02/03.2017 – demande d'un crédit de Fr. 4'850'000.- pour financer la transformation du bâtiment de services en bâtiment administratif au chemin de Penguey 1b, sur la parcelle communale n° 187.
9. Simples questions.
10. Contre-appel.

1) Appel.

Il est 20h00 lorsque le Président ouvre la séance.

Les Conseillers et Conseillères suivant(e)s sont excusé(e)s :

Mesdames et Messieurs	Christian BOILLAT	Guy GUERITZ
	Camille DUFEY	Matthias JACQUEMAI
	Barbara DELLWO	Philipp LANGER
	Sandra BASTOW	Sacha MEIER
	Dominique DUBUGNON	Marc HAUSWIRTH
	Roland LOCHER	Florence PORRECA
	Sandrine PITTOLAZ	Adriane SENNWALD

51 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, cela en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil.

2) Adoption de l'ordre du jour.

Le Président communique que M. Matthias JACQUEMAI est retenu pour des travaux de nuit et l'a prié de l'excuser de son absence, due à ses obligations professionnelles. L'assermentation est reportée à la prochaine séance, soit le mercredi 3 mai 2017.

En conséquence, le point n° 3 de l'ordre du jour est annulé. Le nouvel ordre du jour est comme suit :

1. Appel.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Adoption du PV de la séance du 1^{er} février 2017.
4. Communications du Bureau.
5. Communications de la Municipalité.
6. Rapport sur le préavis n° 01/02.2017 – demande d'un crédit de Fr. 184'700.- pour financer le remplacement de la conduite d'eau potable En Senaugin.
7. Préavis n° 02/03.2017 – demande d'un crédit de Fr. 4'850'000.- pour financer la transformation du bâtiment de services en bâtiment administratif au chemin de Penguey 1b, sur la parcelle communale n° 187.
8. Simples questions.
9. Contre-appel.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

L'ordre du jour modifié est accepté à l'unanimité des membres présents.

3) Adoption du PV de la séance du 1^{er} février 2017.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

Le PV n° 6 est accepté à l'unanimité des membres présents.

4) Communications du Bureau.

Le Président informe que le bulletin pour la sortie annuelle du Conseil a été distribué aux Conseillers. Le Bureau a porté son choix sur le monde de Chaplin, Chaplin's World. Il demande aux Conseillers de répondre avant le 15 avril 2017 pour des raisons de logistiques.

Tous ceux qui ont déjà réservé la date dans leur agenda peuvent remettre le bulletin à la secrétaire en fin de séance. Ils peuvent aussi répondre par courriel.

5) Communications de la Municipalité.

Mme Barbara REGAMEY, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

a) Service de l'urbanisme, des infrastructures et de la police des constructions (SUPCI).

A travers son Service de l'urbanisme, des infrastructures et de la police des constructions (SUPCI), la Commune de Saint-Prex offre depuis le 1er mars 2017 un appui technique à la bonne exécution des tâches en matière de police des constructions aux Communes de Buchillon, Lully, Villars-sous-Yens et Yens.

Un contrat de prestations a été signé avec ces quatre Communes.

Nous précisons que chaque Commune reste seule responsable en ce qui concerne ses décisions.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, nous fait par de ce qui suit :

a) Taxe au sac.

Nous constatons une constante diminution des quantités de déchets récoltés par habitant depuis l'introduction de la taxe au sac, il y a quatre ans. De 594 kg par habitant récoltés en 2012, nous sommes passés à 492 kg pour 2016, ce qui correspond à une réduction d'environ 17%.

Mis à part le tonnage de la ferraille qui reste relativement stable, tous les autres déchets sont en baisse.

A la demande de la Municipalité, les agents de PRM font régulièrement des contrôles à la déchèterie pour s'assurer que les usagers sont bien domiciliés à Saint-Prex.

En outre et afin de contenir les coûts, nos collaborateurs restent attentifs aux objets déposés dans la benne des déchets encombrants. Pour mémoire, les objets de moins de 60 cm de longueur ne peuvent pas être considérés comme des déchets encombrants et doivent impérativement être éliminés au moyen des sacs taxés.

Au 31 décembre 2016, nous avons procédé à une reprise de réserve de Fr. 8'000.- pour boucler le compte sur la taxe au sac.

La réserve étant encore suffisante pour absorber le déficit d'un exercice comptable supplémentaire, la Municipalité a décidé, en séance du 6 mars dernier, de maintenir la taxe annuelle à Fr. 120.00 pour l'année 2017. La taxe pour les entreprises reste également inchangée à Fr. 200.00.

b) Kiosque de la plage du Chauchy.

Lors de la réception des nouveaux citoyens en décembre 2015, quelques jeunes ont fait part à la Municipalité de leur souhait d'exploiter le kiosque de la plage du Chauchy.

Cette initiative et la volonté de ces jeunes à s'investir pour leur Commune ont séduit la Municipalité. Cette dernière leur a demandé d'élaborer un projet concret.

Ces quelques jeunes de Saint-Prex, accompagnés de camarades de la région avec l'aide du travailleur social de proximité, ont créé une association dénommée «L'Askio» qui a pour but de créer une dynamique communautaire autour de la plage du Chauchy et du kiosque.

Ainsi, la Municipalité a mis un terme au bail signé avec M. Paulo Gervasi et a confié la gestion du kiosque à L'Askio pour la saison 2017-2018.

L'Askio souhaite promouvoir les produits locaux et limiter la surconsommation et les grandes marques. Elle entend amener une nouvelle ambiance plus familiale et accessible à tous au Chauchy et désire organiser des animations et mettre des jeux à disposition des utilisateurs de la plage.

En outre, l'Askio est sensible à l'aspect des lieux et interviendra pour aider à la propreté et au respect de cet endroit.

Nous leur souhaitons un plein succès pour leur ambitieux projet.

M. Stéphane PORZI, Municipal, nous fait par de ce qui suit :

a) Agrandissement du collège de Sous-Allens.

Après l'inauguration de Sous-Allens III en avril 2016, le temps est venu de boucler le préavis.

C'est avec une grande satisfaction et avec plaisir que nous vous annonçons que le crédit octroyé par le Conseil Communal a été respecté.

Nos remerciements vont aux entreprises qui ont œuvré sur le chantier et à notre collaborateur, M. Melchiorre, qui a suivi ce chantier avec le plus grand professionnalisme, permettant ainsi un respect du planning et du budget, malgré les problèmes rencontrés en début de chantier.

Pour mémoire, l'entreprise de génie civil avait rencontré des difficultés à cause de la qualité très médiocre du terrain et de la grande quantité d'eau souterraine. Des clous d'ancrage avaient dû être posés dans le terrain, afin de stabiliser la construction. De plus, il avait fallu renforcer la zone nord-ouest du chantier, car un certain nombre d'ancrages provisoires de l'enceinte de fouille (palplanches) n'avaient pas tenu la charge lors de leur mise en tension.

b) Arsenal.

Par le préavis no 12/06.2015, le Conseil Communal avait octroyé à la Municipalité un crédit de Fr. 2'800'000.- pour financer la transformation du bâtiment Est de l'arsenal.

Les locataires ont pris possession de leurs locaux en juillet 2016. L'inauguration s'est déroulée le 1er octobre de la même année.

Toutes les dépenses ont désormais été comptabilisées. Le coût final des travaux s'élève à Fr. 2'735'300.-. Une subvention de Fr. 532'585.- a été octroyée par l'ECA pour la caserne du feu. Ce montant a été porté en déduction des dépenses liées aux surfaces louées par le SIS Morget.

Ainsi, la Municipalité a fixé le loyer annuel des deux locataires, sur la base des coûts réels engagés, soit Fr. 78'000.00 pour SIS Morget pour 788.10 m2 et 6 places de parc et Fr. 178'000 pour la protection civile pour 1'248.95 m2 et 70 places de parc.

6) Rapports sur le préavis no 01/02.2017 – demande d'un crédit de Fr. 184'700.- pour financer le remplacement de la conduite d'eau potable En Senaugin.

M. Luc MORET, membre de la Commission, lit son rapport.

M. Michel Conne, Président de la Commission des Finances, lit son rapport.

Ces Commissions proposent :

- vu le préavis municipal
- entendu le rapport de la Commission chargée de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

Décide :

1. d'autoriser la Municipalité à entreprendre le remplacement de la conduite d'eau potable En Senaugin ;
2. de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de Fr. 184'700.- ;
3. d'admettre que cette dépense soit financée par les recettes courantes de la bourse communale ou par emprunt ;
4. d'admettre que cette dépense soit amortie en 30 ans, dès 2018, par tranches annuelles de Fr. 6'200.- le solde la dernière année, sous déduction de l'éventuelle subvention de l'ECA.

Le Président ouvre la discussion.

M. Enrique HALLER aimerait connaître ce que gagne la Commune de faire la fouille avec la Romande Energie concernant la synergie.

M. Luc MORET répond qu'il a mis dans le rapport que la fouille serait partagée en deux parts égales entre la Romande Energie et la Municipalité. Il faudra creuser aussi moins profond ce qui engendra moins de frais.

Mme Barbara REGAMEY répond, que certains postes comme l'étiayage des fouilles, l'installation du chantier et la remise en état sont partagé moitié-moitié entre les parties. En ce qui concerne les fouilles, les frais de celle-ci sont départagés proportionnellement selon la largeur et la profondeur de la fouille. Il s'agit de prendre en compte sur les surlargeurs. Elle ne peut à l'instant pas donner les chiffres exactes sur l'épargne en pourcents sur l'entier du projet, car c'est difficile de faire les calculs précis de l'épargne avant les travaux.

M. Luc MORET ajoute que dans tous les cas ces travaux doivent être exécutés. Autant le faire conjointement avec la Romande Energie, ce qui coûtera moins cher à la Commune.

M. Nicolas COTTIER demande si le montant prévu dans le préavis est sans compter la synergie ?

Mme Barbara REGAMEY répond, que les montants du préavis sont une estimation des frais à supporter définitivement par la Commune. La synergie des travaux a déjà été prise en considération.

M. Nicolas COTTIER informe que si, sur le préavis la Municipalité a tenu compte de la synergie, il ne comprend pas que l'on ne puisse pas répondre sur l'aspect financier.

Mme Barbara REGAMEY communique que c'est le bureau Miaz et Weisser qui s'est occupé des calculs et de la répartition des coûts.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos.

Au vote, les conclusions du rapport sont acceptées à l'unanimité des membres présents.

7) Préavis no 02/03.2017 – demande d'un crédit de Fr. 4'850'000.- pour financer la transformation du bâtiment de services en bâtiment administratif au chemin de Penguey 1b, sur la parcelle communale no 187.

La Commission suivante est nommée par le Bureau :

M. Denis OGGIANO
M. Marc HAUSWIRTH
M. Sébastien PITTET

Mme Sophie STUDER
M. Eric JANICAUD

Suppléants :

M. Anthony HENNARD

M. Marc-Antoine SIEGWART

8) Simple questions.

M. Reymond TARDY a deux questions pour la Municipalité.

1) Il souhaite des renseignements sur la conduite qui est située entre Chemin du Motty et la STEP, exactement au chemin de la Guergoulaz. Lors de la construction des bâtiments il a constaté que le gravitaire a été déplacé. Il est surpris car lors de la mise à l'enquête il n'était nullement question du déplacement de ce dernier. De plus, il a eu une deuxième mise à l'enquête d'ouverture. Il se demande si l'emplacement de ce collecteur, qui prend à sa charge toutes les eaux du nord-est de la commune ainsi que l'est du Bourg, n'est pas dangereux. Son souci est qu'il se situe dans un champ qui est en pente. Avons-nous des garanties sur l'étanchéité de ces tuyaux et de ce collecteur ainsi modifié car il n'est pas loin de la nappe phréatique. Comment peut-on contrôler s'il fuit car il y a du gravier dessous, et du coup on ne verra pas couler de l'eau sur la route. Il aimerait savoir ce que la Municipalité avait décidé de faire et qui a financé ces travaux ?

2) Il a constaté qu'à la déchetterie il y a souvent un agent de Police qui contrôle les usagers s'ils sont bien de la Commune. Il demande s'il ne serait pas plus judicieux de distribuer par foyer une carte d'accès pour la déchetterie.

Mme Barbara REGAMEY répond « de mémoire » que c'était le privé qui avait financé les travaux du collecteur. Elle vérifiera ceci pour la prochaine séance du Conseil. C'était une demande du privé de déplacer le collecteur. Elle ne voit pas de soucis particuliers pour ces travaux qui ont été exécutés selon les règles de l'art. Ces travaux sont contrôlés par un bureau d'ingénieur comme tous les travaux du réseau. La Municipalité va d'ailleurs déposer au prochain conseil un préavis pour la mise en séparatif à l'avenue de Taillecou. Ensuite viendront les chemins de Guergoulaz, du Cheminet et de la Moraine. Ces travaux, prévus pendant cette législature, seront tous surveillés et contrôlés.

M. Roger BURRI répond à la deuxième question de M. TARDY au sujet de la présence des ASP (assistant de sécurité publique) à la déchetterie pour faire des contrôles d'identités. La Municipalité a choisi cette solution pour diverses raisons. En premier lieu, la gestion des cartes d'identification est un travail administratif lourd, conséquent et onéreux (distribution et retrait de lors de chaque mouvement de population). De plus M. Roger BURRI affirme que pour le confort de l'utilisateur et des collaborateurs de la Municipalité, il est plus facile de se soumettre à ce petit contrôle d'identité que de se voir refuser l'accès de la déchetterie faute de n'avoir sa carte d'accès sur soi, avec toutes les contrariétés et frustrations qu'une telle situation ne manquera pas de générer. C'est pour ces raisons que la Municipalité a renoncé à cette idée et préfère avoir les ASP sur place quelques fois. Actuellement ce système se passe très bien. S'il devait y avoir un gros souci concernant ces contrôles, Police Secours peut alors intervenir. La Municipalité tire un excellent bilan de cette initiative.

Mme Sylvie FUCHS a une question suite à un article qui est paru le 23 février dans le journal le 24 Heures qui concerne les offices de poste. L'article annonce une suppression très importante d'offices de poste. Elle aurait voulu connaître la position de la Municipalité concernant cet article et si elle a plus de renseignements à ce sujet.

M. Daniel MOSINI informe que la Municipalité a été aussi très attentive à cet article. Elle a déjà écrit à la Poste pour demander des explications, tout en justifiant aussi le fait, que Saint-Prex est la deuxième Commune du district de Morges. Une Commune de six mille habitants et que de ce fait, elle a besoin d'un office de poste pour les riverains mais aussi pour les communes avoisinantes. La Municipalité sait que nous sommes aussi en concurrence avec d'autres offices de Poste comme par exemple l'office de poste d'Etoy. Il précise que c'est un article dans les journaux et non un article officiel de la Poste. La Municipalité tiendra au courant le Conseil Communal une fois la réponse de la Poste et fera tout pour garder la poste de Saint-Prex le plus longtemps possible.

M. Michel CONNE aimerait connaître l'avancée des travaux de la salle de gym et des finances la concernant. Il demande s'il serait possible pour des gros projets comme celui-ci que la Municipalité lors des Conseils Communaux donne en deux-trois phrases un petit suivi des travaux, si tout se passe bien et si le budget est respecté.

M. Stéphane PORZI répond que les travaux sont dans les temps. Cette semaine il y a eu l'arrivée des poutres. La charpente va être posée prochainement. Concernant les finances il est toujours compliqué de se prononcer entre les plus et moins values. Actuellement les travaux sont dans le budget. Il y a une liste d'une vingtaine d'avenants avec des plus et des moins-values qui sont à discuter, et souvent ça se règle à la fin du chantier. La salle de gym sera livrée pour la fin juillet et sera donc fonctionnelle pour la rentrée scolaire 2017.

M. Nicolas COTTIER aimerait intervenir sur une remarque du Président de la Commission des Finances, M. Michel CONNE, lors de la précédente séance du Conseil Communal du 1^{er} février 2017. M. Michel CONNE avait interpellé les Conseillers Communaux en leur demandant de poser des questions autres que la couleur de la bâche de la remorque pour reprendre son exemple. M. Nicolas COTTIER souhaite en premier lieu le remercier d'avoir mis un coup de pied dans la fourmilière mais il a le sentiment que lors d'un sujet très important comme par exemple la hausse d'impôt, c'est un sujet très technique. Un Conseiller lui confiait que c'est très compliqué pour lui et qu'il préférerait faire confiance à la Municipalité ainsi qu'à la Commission des Finances. De ce fait, il se demande si cela voudrait dire que si un Conseiller pose une question c'est qu'il ne fait pas confiance à la Municipalité et à la Commission des Finances ? Il aimerait que ce soit clair que de soumettre une question ce n'est pas un signe de défiance mais au contraire un signe d'intérêt. Il propose à la Commission des Finances, lors d'une réunion du Conseil, de faire un cours style « les finances de la Commune pour les nuls ». Il s' imagine que pour un Conseiller Communal, même très motivé, quand il voit cette avalanche de chiffres, il est difficile pour ce dernier de trouver un sujet qui susciterait des questions. Il serait bien de vulgariser le sujet au préalable.

Le Président, M. Alain Jouffrey, rappelle qu'en effet il avait été demandé par le Conseil des explications sur le fonctionnement des Commissions et que lors de séances courtes, il serait bien judicieux de faire une présentation d'une commission par son responsable.

M. Michel CONNE remercie M. Nicolas COTTIER de son intervention et de son soutien. Il avoue que c'était plutôt un petit pic qu'autre chose. Maintenant quand on lui fait une suggestion de faire une présentation sur les finances communales « pour les nuls », il trouve que c'est une excellente idée et le fera volontiers. Il ne le fera pas pour la prochaine séance car ça nécessite du travail. Il souhaite répéter ce qu'il a dit à la précédente séance, il n'y a pas de mauvaises questions seule une réponse peut l'être.

M. Louis-Claude PITTET communique que la fanfare arrive au terme des festivités du 100^{ème}. Le 100^{ème} laisse quelques chiffres dans le rouge. Par contre, la finale vaudoise dégage des chiffres plus sereins. Ce qui laisse au final des chiffres positifs au jubilé de la fanfare. Il remercie tous ceux qui ont soutenu cette année de festivités. Il invite les Conseillers à venir les écouter à la soirée annuelle le 18 mars avec un cinéma offert.

Il informe aussi que la Conseillère Communale Sylvie FUCHS s'est portée candidate PLR pour la prochaine élection cantonale à la députation. Il rappelle que le dernier député vivant à Saint-Prex était M. André CHÂTELAIN il y a six ou huit ans. Il demande de la soutenir et que c'est bien d'avoir une habitante de Saint-Prex au Grand Conseil Vaudois.

M. Luc MORET signale que la première équipe du Club de football de Saint-Prex porte fièrement les couleurs de notre Commune et est actuellement première de la 2^{ème} ligue avec 5 points d'avance sur la 2^{ème} équipe. Il invite les Conseillers à venir soutenir cette équipe.

M. Anthony HENNARD a lu un article dans le journal concernant la PRM (Police Région Morges). Est-il vrai que la PRM ne satisferait pas tous les critères pour obtenir une accréditation définitive ? Il souhaite savoir si c'est exact ? Si oui, seront-ils obtenus avec la mise en exploitation du nouvel Hôtel de Police actuellement en construction ?

M. Roger BURRI informe que M. Anthony HENNARD a parfaitement raison, il y a une dizaine de Polices interrégionales dans le Canton de Vaud et il y en aurait juste deux qui seraient aujourd'hui conformes aux exigences de cette organisation policière. Pour la Police Région Morges, il y a un problème au niveau des bâtiments qui sont anciens et qui ne répondent plus aux normes, en particulier de sécurité et de confidentialité. Cette situation a été clairement explicitée lorsque la Municipalité a sollicité l'autorisation provisoire. Une échéance au 1^{er} janvier 2017 avait été déterminée dans la loi de l'organisation policière vaudoise pour permettre la mise en conformité. Pour la PRM, cela sera fait avec quelques mois de retard car, en effet, la mise en exploitation de l'Hôtel de Police est prévue pour cet automne. Cela résoudra tous les problèmes. Le CODIR et l'EM de PRM ont demandé fin 2016 pour une prolongation de l'autorisation provisoire auprès de Mme la Cheffe du département qui leur a accordé ce délai.

M. Jacques ROCHAT revient sur les interventions de MM. Louis-Claude PITTET et Luc MORET, il n'a pas très bien compris les questions, il s'agit du sujet « simples questions » et lors de ces deux interventions, il n'y a pas eu de questions mais des informations. Faut-il se faire une réflexion pour savoir si on rajoute un point dans l'ordre du jour « communications » ou si cela entre en effet dans le sujet « simples questions » ? Il a peur d'une certaine dérive petit à petit.

Le Président va vérifier la conformité du règlement à ce sujet.

M. Anthony HENNARD se demande où est passé le petit train en bois qui se trouvait au port ?

M. Roger BURRI explique la petite histoire de ce train. Il a été fabriqué dans le cadre d'un cours de formation pour les apprentis forestiers-buchérons pour un jardin d'enfants de la commune du Mont-sur-Lausanne qui a finalement renoncé à le prendre. Pour ne pas le laisser pourrir autour de l'établissement où il a été construit, il a décidé de le déplacer au port de notre Commune. Il a vécu ce qu'il a vécu et si les Conseillers en souhaitent un nouveau, la Municipalité peut entrer en matière.

9) Contre-appel.

Il est fait.

La séance est levée à 20h50.

Le Président :

Alain Jouffrey

La Secrétaire :

Chantal Courtais-Rey

